

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-Guerre-contre-la-droque-alibi-neoliberal-en-Colombie-et-au-Mexique>

La « Guerre contre la drogue », alibi néolibéral en Colombie et au Mexique

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dawn Paley sonde en profondeur la « guerre contre la drogue » en Colombie et au Mexique. Elle explore les mécanismes employés, quantifie le désastre humain et économique, analyse les raisons possibles pour lesquelles la guerre continue, en plus de suggérer d'autres champs d'enquête.

Tant aux États-Unis et qu'au Canada il y a eu des efforts soutenus de groupes militants pour souligner les emprisonnements de masse injustes et la criminalisation des gens pauvres, surtout des gens pauvres de couleur, en ce qui concerne les arrestations en relation avec la drogue. Mais on trouve très peu d'analyses concernant les causes qui sont derrière les mécanismes de cette guerre et l'impact économique qu'elle a sur le Mexique et au delà.

Même avant que le retrait d'Irak ou d'Afghanistan ne soit effectif, les États-Unis étaient déjà impliqués dans une série de conflits depuis la frontière du nord du Mexique jusqu'au Pérou. Les gouvernements et les médias l'ont cataloguée comme la « *Guerre contre la drogue* ». Il est important d'examiner comment la croissante « *Guerre contre la drogue* » est connectée à l'expansion de sociétés multinationales qui prennent le contrôle des marchés, des ouvriers et des ressources naturelles.

Au Honduras quatre indigènes ont été assassinés par balle en mai, quand la police hondurienne a ouvert le feu depuis un hélicoptère du Département d'État des États-Unis, le tout sous la supervision d'agents en uniforme des États-Unis. Au Mexique sous la conduite des États-Unis, du Canada, d'Israël et de la Colombie, la police et l'armée ont été transformées.

En Colombie, la guerre a duré déjà quatre décennies et des milliards de dollars US sont étés engloutis, pour le moment on la qualifie de lutte contre le crime. Pendant les années 80, l'État colombien est devenu un état paramilitarisé, dans un processus qui selon l'historien German Alfonso Palacio Castañeda « *se manifeste par des menaces, attentats et assassinats ciblés et massacres collectifs de fonctionnaires gouvernementaux (principalement mais pas exclusivement de gauche), et de leaders politiques populaires, d'ouvriers, de paysans, de professeurs, de militants des droits de l'homme et membres d'organisations non gouvernementales.* »

A travers le mode de financement des programmes anti-narcotiques, l'aide des États-Unis à la Colombie a eu pour résultat le renforcement des groupes paramilitaires et policiers non officiels, qui selon des rapports patrouillaient à côté de l'armée colombienne et se sont trouvés impliqués dans la majorité des massacres et des déplacements forcés dans ce pays.

« *Dire que la guerre contre la drogue a échoué, c'est ne pas comprendre quelque chose* », a expliqué Noam Chomsky, lors d'un discours du mois mai. « *Nous avons à nous demander que ce qui est dans l'esprit des planificateurs devant tant d'évidence que ce qu'ils disent essayer d'obtenir ne marche pas. Quelles sont les intentions probables ?* » [\[1\]](#)

Les commentaires de Chomsky désignent un champ d'enquête pour les militants et journalistes qui désirent comprendre les guerres actuelles contre la drogue. Chaque fois, c'est plus clair qu'il y a beaucoup de travail à faire pour reconstruire de façon conjointe les motifs de la militarisation dirigée par les États-Unis dans les Amériques.

Reconsidérer de la dite *Guerre contre la drogue* requiert notamment d'évaluer la forme dans laquelle on a favorisé l'expansion de l'investissement étranger direct et des industries extractives en Colombie, au Mexique et en Amérique

Centrale.

La guerre, quand les coups ne suffisent pas

« C'est ainsi qu'on a vu le début du néolibéralisme », a dit Raquel Gutiérrez, réfléchissant sur comment comprendre la guerre en cours au Mexique. Maintenant professeur de l'Université Autonome de Puebla, Raquel était militante clandestine en Bolivie au milieu des années 80, quand les premières politiques néolibérales ont pris effet dans ce pays, créant une paupérisation de la classe ouvrière. Dix années ont passé depuis qu'elle est rentrée au Mexique.

Raquel s'arrête et tire une tafe sur sa cigarette, comme si elle essayait de se rappeler une langue qu'elle a oubliée. Cela ne lui vient pas. Ensuite elle me demande si j'ai lu le livre de Naomi Klein « *La Stratégie du choc* ». J'acquiesce avec la tête. Silence. « *La chose est qu'au Mexique, les chocs n'ont pas fonctionné* », dit-elle. Non pas à cause d'un manque de chocs. Les politiques économiques néolibérales se sont introduites pour la première fois sous la forme de programmes d'ajustement structurel. Cela a mis fin à une période de croissance économique soutenue, une industrialisation de substitution d'importation, et des prix élevés du pétrole connu comme le miracle mexicain.

« De 1980 à 1991, le Mexique a reçu treize prêts d'ajustement structurel de la Banque Mondiale, plus que tout autre pays », a écrit Tom Barry dans son livre « *La vengeance de Zapata* », publié en 1995. « Six accords ont été aussi signés avec le FMI, tout ceci a mis une plus grande pression pour libéraliser le commerce et l'investissement. » [2] À la fin de 1994, le Mexique avait signé le *Traité de libre échange de l'Amérique du Nord* et a été témoin du soulèvement Zapatiste, en plus de subir une nouvelle dévaluation de la monnaie.

Dans la décennie 1980, parfois appelée la « décennie perdue », le prix de pétrole s'est écroulé, avec le peso [mexicain]. « *De plus de mille entreprises publiques en 1983, l'État mexicain n'était propriétaire que de 200 en 1993. En 1991, le programme mexicain a apporté plus d'argent dans les coffres du gouvernement (9.4 milliards de dollars US) que toutes les ventes d'autres entreprises publiques d'Amérique Latine ensemble* ». [3]

Mais au tournant du 21^e siècle, le territoire et l'économie du Mexique n'étaient pas encore totalement ouverts aux investisseurs étrangers. « *malgré ces réformes, la performance de l'économie mexicaine les trois dernières décennies fut insatisfaisante* », remarquait un rapport publié au début de cette année par la Banque du Mexique [4]

Les communautés paysannes et indigènes ont continué d'exercer la propriété en commun sur les terres riches en ressources. Une grande classe moyenne est propriétaire des petites entreprises, et les familles les plus riches du Mexique ont gardé le contrôle sur les secteurs lucratifs de l'économie. Selon le Département d'État US, les 10 familles les plus riches du Mexique « *ne sont pas l'obstacle unique pour l'amélioration de la concurrence dans l'économie mexicaine* ». Pemex, la 17^{ème} plus grande entreprise pétrolière du monde, continue à être dans les mains de l'État. [5]

Quelque chose de plus qu'un choc économique était à l'ordre du jour : une stratégie intégrale qui a prouvé qu'elle augmente l'investissement étranger direct. Il fallait s'assurer que la police locale, l'armée, et tout le système juridique fonctionnait conformément aux normes US. C'est la stratégie qui est manifestement connue comme la *guerre contre la drogue*.

Depuis la présidence de Nixon, le gouvernement d'Etats-Unis a investi presque un milliard de dollars [6] dans la « *Guerre contre la drogue* » dans des pays comme la Colombie et l'Afghanistan. Les liens directs entre les politiques de lutte contre la drogue et le climat d'amélioration de l'investissement sont révélés par un examen soigneux de la

participation des Etats-Unis en Colombie entre 2000 et 2006. La stratégie s'est perfectionnée et étendue au cours des deux dernières décennies à travers l'expérimentation à un niveau national et international.

Le modèle économique de la Colombie

Le *Plan Colombie* fut un programme de lutte antidrogue de six ans financé conjointement par les États-Unis et la Colombie. Des diplomates non étasuniens affirment que le premier brouillon du *Plan Colombie* fut rédigé en anglais, et ensuite traduit en espagnol. [7]

Onze ans après la mise en oeuvre du *Plan Colombia*, le gouvernement des Etats-Unis a dépensé plus de 3.6 milliards de dollars en initiatives pour l'application de la loi contre la drogue. Cependant, le gouvernement des Etats-Unis informe que « *la Colombie continue d'être l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de cocaïne, ainsi qu'un pays d'origine de l'héroïne et de la marijuana* ». [8]

En 2008, le Bureau de Comptabilité du Gouvernement des Etats-Unis (GAO par ses initiales en anglais) a trouvé que le *Plan Colombie* n'a pas rempli les objectifs de réduction de la production de drogue, puisque le « *flux estimé de cocaïne vers les États-Unis depuis l'Amérique du Sud* » a augmenté entre 2000 et 2006. [9]

Au lieu d'être une cause de changement dans la stratégie, l'échec du *Plan Colombie* a été minimisé en faveur d'une série d'indicateurs émergents liés à la sécurité et à l'amélioration de l'environnement patronal. Bradford Higgins, Sous-secrétaire de Gestion des ressources des Etats-Unis, a argumenté : « *sur plusieurs aspects, les programmes de la Colombie et l'appui des Etats-Unis ont évolué à partir de notre objectif original plus étroit, vers une stratégie intégrale qui peut servir comme modèle pour mener des efforts dans d'autres états faillis ou déficients* ». [10]

Les efforts précédents des États-Unis pour faire respecter les sanctions relatives aux drogues en Colombie ont eu un impact négatif sur les investissements des États-Unis. Le *Conseil des Entreprises d'Amérique* -association d'entreprises US en Colombie - a déclaré qu'en 1996 ses entreprises affiliées ont perdu 875 millions de dollars US à cause de ces sanctions. [11] La même année le Département de l'État a fait savoir que les sanctions requises par l'*Overseas Private Investment Corporation* et la banque d'Exportation et d'Importation débouchaient sur le gel de près de 1.5 milliard de dollars en crédits d'investissements et prêts. Cela incluait une perte de 280 millions de dollars pour une entreprise des Etats-Unis active dans l'industrie pétrolière de la Colombie [12]

Selon un rapport élaboré par le gouvernement colombien, les objectifs du *Plan Colombie* sont de « *promouvoir les conditions générer l'emploi et stabilité sociale* » et l'élargissement « *des préférences douanières en compensation des effets négatifs du trafic de drogue pour favoriser un accord de libre-échange qui élargit les chances d'obtenir un emploi* ». [13]

Au début du *Plan Colombie*, le total de l'Investissement étranger Direct (IED) a été évalué à 2.4 milliards de dollars. [14] En 2011, l'IED en Colombie a totalisé 14.4 milliards de dollars, le taux de croissance le plus rapide de l'Amérique Latine. [15] Le pétrole et le gaz constituent une partie de plus en plus importante de l'IED, après être passée d'un dixième vers le milieu des années 90 à presque un tiers en 2010, atteignant 4.3 milliards de dollars [16]

Un décret approuvé en 2003 a permis l'investissement privé dans le secteur pétrolier de la Colombie à travers la privatisation partielle de l'ex-entreprise publique Ecopetrol. [17] À partir de 2010, l'IED dans le secteur minier (y compris l'industrie minière de charbon) s'est situé à 2 milliards de dollars, ce qui représente plus de la moitié de l'investissement non pétrolier. [18]

En 2008, l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) s'est vantée du fait que « *le décollage économique de la Colombie après 2003 n'est pas arrivé par hasard* ». Cinquante-deux secteurs du système économique de la Colombie ont été l'objet de réformes, et à travers le *Plan Colombie*, « *USAID a dispensé une assistance technique pour aider à élaborer et mettre en application des politiques qui vont de la réforme fiscale au renforcement du secteur financier et l'amélioration de l'environnement pour les petites entreprises, et beaucoup d'autres* ». [19]

Le texte transformé a été copié dans le presse-papier : il ne vous reste plus qu'à le coller (Ctrl-V) dans SPIP. Bonne chance !

Cela fut obtenu grâce à une combinaison de réformes légales et d'aides fiscales, à la signature de nouveaux accords de libre-échange (entre la Colombie et les États-Unis, ainsi qu'entre la Colombie et le Canada) et à la militarisation de l'industrie extractive. Les États-Unis ont entraîné des « bataillons d'énergie » pour protéger les oléoducs, routes et autres projets d'infrastructure.

Un rapport élaboré en 2007 par le *Centre d'Études Stratégiques et Internationales* [20] affirmait que la Colombie « *a connu une forte reprise... avec des taux de croissance impressionnants, réduction du chômage, augmentation des niveaux d'investissements, expansion du commerce, la réduction de l'inflation et augmentation de la confiance des investisseurs* ». Ces bénéfices, selon le rapport, « *sont étroitement liés à des améliorations en ce qui concerne la sécurité et, à leur tour, aideront à créer plus d'emplois dans l'économie légale, comme alternative aux activités illégales* ».

Depuis la perspective du Département d'État des États-Unis, le *Plan Colombie* n'est pas un échec. Tout le contraire : on a permis la création d'un nouveau modèle efficace pour l'intervention des États-Unis. En 2010 les plus grands investisseurs étrangers de la Colombie étaient le Panama et Anguilla (territoire britannique d'outremer), deux paradis fiscaux, suivis par les États-Unis, l'Angleterre, le Canada, les Bermudes et l'Espagne [21].

Le discours de la « *stratégie intégrale* », utilisé pour mettre en valeur le *Plan Colombie*, reflète le langage officiel de la guerre contre-insurrectionnelle. « *[La contre-insurrection] est une forme très complexe de guerre ... La réussite de ces objectifs requiert la synchronisation d'efforts de beaucoup d'agences non militaires et d'agences [du pays Amphitryon] sur un objectif intégral* », lit-on dans un manuel de contre-insurrection de l'armée américaine, publié en 2006. [22]

Même le directeur des questions internationales et du commerce de la GAO, dans son témoignage devant la Chambre des Représentants, a affirmé que « *les programmes internationaux sont confrontés à des défis importants dans la réduction de l'offre de drogues illégales, mais soutiennent des objectifs généraux de la politique extérieure des États-Unis.* » [23].

Mais comme l'ont signalé Gian Carlo Delgado Ramos et Marie Silvina Romano, dans la guerre contre la drogue « *la stratégie est complexe et dangereuse, puisqu'elle lie une multiplicité d'acteurs apparemment opposés, légaux et illégaux qui, cependant reçoivent des avantages sous forme d'augmentation de puissance ou de richesse.* » En même temps, il est clair que « *l'exploitation des personnes, des nations et des ressources s'est accrue dans la région.* » [24]

A lecture de cela, qu'en est-il du Mexique ?

Application du modèle au Mexique

Un vendredi, en septembre 2006, juste après son élection disputée comme président, Felipe Calderón et son épouse ont invité à dîner Antonio Garza, à l'époque ambassadeur des Etats-Unis et son épouse. A un moment, Calderon a dit à l'ambassadeur que l'amélioration de la sécurité serait une partie clef de son administration.

Quand Garza a présenté son résumé par écrit la nuit à ses chefs du Département d'État, il y a inclus des commentaires de Calderon. Selon ses propres notes, l'ambassadeur a répondu : « *Les bénéfices dans la compétitivité, l'éducation et l'emploi pourraient rapidement être éclipsés par des bandes de la criminalité organisée en relation avec la drogue.* » [25] Pour mettre en marche l'économie du Mexique, « *les étrangers et les Mexicains méritent de la même façon qu'on leur assure que la loi prévaudra.* » [26]

À peine deux mois plus tard, Claderon a lancé la guerre contre la drogue au Mexique. L'année suivante, les gouvernements des États-Unis et du Mexique ont annoncé l'initiative Merida décrit comme « un paquet des USA contre la drogue et l'assistance contre le crime au Mexique et en Amérique centrale. » [27] Au moment où elle fut signée par George W. Bush en 2008, ce qu'avait dit Garza de se battre contre les narcos afin de pousser le commerce est resté dans l'oubli. En revanche, la justification principale pour que les législateurs appuient le projet de loi était d'arrêter le flux de drogues vers les États-Unis. [28]

Aussi bien le gouvernement US et les critiques se rencontrent que le « *Initiative Mérida* » au Mexique et en Amérique Centrale est une réitération raffinée du *Plan Colombia*. « *Nous savons que les États-Unis ont appuyé la Colombie et maintenant au Mexique pour qu'avec un bon leadership, l'investissement préalable et les associations compromises se change la direction* », a dit Hilary Clinton aux délégués à la Conférence sur Sécurité de l'Amérique Centrale dans la ville du Guatemala l'été passé. [29].

Le financement des Etats-Unis pour l' « *Initiative Mérida* » entre 2008 et 2010 fut de 1.3 milliard de dollars pour le Mexique, dont le gouvernement a contribué dans une proportion de 13 à 1. [30] Les fonds de l'Initiative Régionale de Sécurité pour l'Amérique Centrale qui vont vers l'Amérique centrale pendant la même période se sont élevés à 248 millions de dollars, tandis que des fonds de l'Initiative de Sécurité de la Cuenca des Caraïbes, 42 millions de dollars ont été à Haïti et à la République Dominicaine [31]

La « *stratégie intégrale* » de Mérida inclut des fonds pour l'entraînement de la police et de soldats pour protéger l'infrastructure sensible, la militarisation de la police et l'équipement des forces de sécurité locales avec l'équipement des Etats-Unis, la transformation du système judiciaire mexicain dans un système du style tribunaux oraux, la modernisation de la frontière le Mexique - États-Unis et la promotion du renforcement institutionnel et de la réforme économique.

L'un des objectifs du programme d'USAID consiste en ce que « *le Gouvernement du Mexique devienne plus efficace dans la réduction des monopoles et l'élimination de pratiques anticompétitives* ». [32] . Se concentre sur la législation relative aux télécommunications, à la banque et à la régulation de l'énergie. Un autre objectif important est de promouvoir un nouveau régime régulateur et la privatisation additionnelle, la dérégulation et l'investissement étranger direct dans les secteurs du transport, financier, énergétique et des télécommunications. [33]

Avec la Commission Fédérale d'Électricité, la Pemex est la perle la plus précieuse de l'effort de privatisation. Beaucoup de Mexicains importants ont plaidé sa privatisation, parmi eux Enrique Peña Nieto, du *Parti Révolutionnaire Institutionnel* (PRI) et candidat favori dans les élections présidentielles de 2012. Certains, comme le patron de la Bourse Mexicaine de Valeurs, ont proposé d'utiliser comme modèle la réforme de la Colombie dans le secteur pétrolier. [34]

Dans une présentation en mars 2012, un représentant de la Banque du Mexique a parlé du calendrier de réformes prévues pour la Banque Centrale du pays. Cela inclut accroître la facilité avec laquelle les entreprises peuvent faire des affaires au Mexique, l'élimination des « obstacles légaux », qui empêchent la flexibilité du travail, « le renforcement de l'état de droit », et la consolidation des politiques macroéconomiques. [35]

En 2008, avant que la crise financière ne gagne le Mexique, l'IED (Investissement Etranger Direct) a atteint 23.2 milliards de dollars, mais il est tombé l'année suivante à 11.4 milliards de dollars. ([36] Cependant, l'IED a connu une reprise, et en 2011 il a atteint 19.43 milliards de dollars, principalement dans le secteur industriel (44,1 %), suivi par les services financiers (18 %) et l'industrie minière (8 %). [37] Des annonces récentes indiquent qu'il y aura une vague de nouveaux investissements dans l'automobile et l'industrie aérospatiale au centre du Mexique.

Le Ministre des Finances du Mexique, Bruno Ferrari, a dit à Bloomberg dans un entretien en anglais en août 2011 que « *aujourd'hui ce que nous voyons, c'est que nous menons une lutte importante contre la délinquance de manière que, comme je l'ai déjà dit, soient garantis les investissements futurs et les investissements déjà existant parce que ce que nous voyons c'est que le Mexique lutte pour avoir le dessus sur la délinquance.* » [38]

Les affirmations de Ferrari sont appuyées par les expériences de l'élite patronale transnationale. Conformément à un article à la Une de *Business Week* en 2009, [39] les attaques contre du personnel étranger et des usines ont été rares dans la Ville Juárez et dans d'autres villes frontalières le long des routes du trafic de stupéfiants, y compris Reynosa, Nuevo Laredo et Tijuana.

La police a été déjà entraînée avec des programmes spéciaux pour servir des sociétés transnationales. Après la séquestration d'un exécutif d'une entreprise, la police a suggéré à ses administrateurs qu'ils modifient leur planing de travail ; qu'ils quittent Juárez avant le coucher du soleil, et qu'ils ne circulent que dans les deux artères principales. Les patrouilles ont été renforcées le long de ces chemins, « créant des corridors relativement sûrs entre la frontière et les parcs industriels. » [40]

Cette notion « de sécurité » évoque le modèle de la Colombie : la paramilitarisation au service du capital. Ce modèle inclut la formation d'escadrons de la mort paramilitaires, le déplacement de la population civile, et une augmentation de la violence. Dans le secteur commercial, ce sont les travailleurs, les petites entreprises et une partie des élites locales qui sont les plus affectés par les politiques de la guerre contre la drogue.

Bien que ces aspects non officiels de la guerre contre la drogue se présentent parfois comme un risque ou une menace à l'investissement étranger direct, de fait, c'est la violence qui contrôle les travailleurs et déplace les communautés paysannes des territoires d'intérêt pour l'expansion des sociétés multinationales.

L'autre côté du modèle colombien

Pendant des générations, les communautés indigènes et paysannes en Colombie ont défendu la propriété en commun de leurs terres, cependant, les groupes paramilitaires les ont obligé à fuir.

Ce phénomène est brièvement décrit par David Maher et Andrew Thompson : « *... les forces paramilitaires continuent d'avancer dans un processus d'accumulation du capital à travers le déplacement forcé de communautés dans des zones d'importance économique. Une grande partie des citoyens de la Colombie continuent d'abandonner leurs terres puisqu'ils sont déplacés par la force de leurs foyers, satisfaisant l'appétit vorace des multinationales étrangères (principalement des États-Unis) pour le territoire colombien, qui en même temps enracine le programme économique néolibéral dans la société colombienne.* » [Voir en doc adjoints : Maher, David Thomson, Andrew. « The terror that underpins the 'peace' : the political economy of Colombia's paramilitary demobilisation process ». Etudes

Critiques du terrorisme, 4:1. (2011). pp 96.]

En 2001, les paramilitaires ont été responsables de la moitié des déplacements forcés en Colombie. Les groupes de guerilleros ont causé 20 % des cas, et au tant les paramilitaires que la guérillera, l'autre 22 %. [Voir en Docs adjoints : Ibáñez, A., Vélez, C. « Civil Conflict and Forced Migration : The Micro Determinants and Welfare Losses of Displacement in Colombia. », World Development, vol. 36, N ° 4, 2008. pp 661.] « Les groupes paramilitaires ont non seulement la majeure partie de la responsabilité, mais sont aussi plus efficaces dans l'instigation de déplacement. » [Voir en adjoints : Ibáñez, A., Vélez, C. « Civil Conflict and Forced Migration : The Micro Determinants and Welfare Losses of Displacement in Colombia. », World Development, vol. 36, N ° 4, 2008. pp 661.]

En Colombie, la paramilitarisation est aussi avantageuse pour les sociétés multinationales qui désirent dissuader l'organisation syndicale : « *Comme prolongement de la campagne de contre-insurrection, la violence paramilitaire - étatique maintient comme objectif systématique les groupes civils, telles que les organisations syndicales, qu'elle considère comme une menace pour la politique économique et la 'stabilité' qui favorise le développement néolibéral de la Colombie. Cela a transformé la Colombie en un lieu attractif pour l'investissement étranger, puisque les mauvaises conditions de travail et les bas salaires maintiennent des taux élevés de bénéfices* ». [Voir doc adjoint : Maher, David Thomson, Andrew. « *The terror that underpins the 'peace' : the political economy of Colombia's paramilitary demobilisation process.* » Etudes Critiques sur le terrorisme, en esp. 4:1. (2011). pp 96.]

Les cas bien documentés de la compagnie bananière Chiquita Brands, la compagnie minière Drummond, et du géant du pétrole BP, montrent des liens entre des groupes paramilitaires et des sociétés transnationales des États-Unis. [41]. En mars 2007 devant une cour de Washington, DC, des représentants de Chiquita Brands se sont déclarés coupables d'avoir versé de l'argent au groupe militaire des Auto-défenses Unies de la Colombie (AUC). [42]

« *Chiquita Brands a réalisé plus de 100 versements aux AUC pour une valeur de plus de 1.7 million de dollars,* » selon le Département de Justice d'États-Unis « *Chiquita Brands a payé de l'argent taché de sang aux terroristes comme Carlos Castaño pour protéger ses propres intérêts financiers* », selon le cabinet d'avocats qui représente les victimes.

L'expérience (jusqu'à présent)

La collusion directe entre les transnationales étasuniennes et les groupes paramilitaires est en général difficile à prouver, et quand les preuves surgissent il est probable qu'on ne les découvre pas rapidement.

Mais nous savons déjà qu'un groupe de compagnies de Texas est accusé de complicité avec les « Zetas » pour importer illégalement des combustibles volés. [43] (Les Zetas sont le bras armé du Cártel du Golfe, qui opère dans le nord-est du Mexique. Les deux groupes se sont divisés en 2010, et depuis ce temps-là les Zetas sont essentiellement devenus un groupe narco-paramilitaire, bien que dans les médias l'on y fait référence comme un Cartel de drogues).

« *Les Zetas sont une force paramilitaire* » le Dr. William Robinson, l'auteur d' « *Une théorie du capitalisme global* », m'a dit dans un entretien réalisé l'été dernier : « *Il s'agit basiquement de la création du paramilitarisme lié à la militarisation formelle, ce qui est un modèle colombien.* »

Les Zetas sont actifs dans plusieurs parties du Mexique, particulièrement Tamaulipas, Nuevo León et le Veracruz, et aussi sont coupables des massacres dans l'état mexicain de Jalisco et dans le Petén, au Guatemala. Bien que ce ne soient pas l'unique groupe paramilitaire au Mexique, c'est le groupe qui reçoit sans aucun doute la plus grande

attention de la part des médias.

« Il faut tenir compte que Santos, le Président colombien, aussi bien que [le président guatémaltèque Otto] Pérez Molina, veut élargir le « Plan Colombie », ce qui signifie non seulement le renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants, mais aussi en réalité de le transformer en une sorte de paramilitarisme pour générer un nouveau type de contre-insurrection, non contre les mouvements sociaux, mais contre les communautés indigènes », a dit Máximo Ba Tiul, un analyste Maya Poqomchi et professeur résidant au Guatemala.

Bien que les journalistes sont encore réticents à lier la couverture d'une « guerre contre la drogue » avec les luttes autour des ressources naturelles, il y a une liste croissante de lieux où ce sujet - et les leçons de la guerre des Etats-Unis en Colombie - peut être exploré.

- Les résidents de Ciudad Mier, une petite communauté à Tamaulipas, sont sortis en masse à cause de la violence paramilitaire. La ville se trouve sur le plus grand champ de gaz du Mexique, comme une grande partie du violent état.
- Dans la Vallée de Juárez, considéré comme le lieu le plus dangereux du Mexique, les assassinats et les menaces ont obligé plusieurs personnes à abandonner l'endroit. En même temps, un nouveau passage frontalier est construit entre les Etats Unis et le Mexique.
- À la Santa Maria Ostula, une petite communauté indigène nahuatl sur la côte du Mexique, au moins 28 personnes ont été assassinées (et quatre autres ont disparu) à cause de la violence paramilitaire et étatique depuis 2009. Stratégiquement placé, son territoire se trouve dans une zone riche en minerais.
- Dans la Sierra Madre au nord du Mexique, les entreprises minières canadiennes opèrent dans des zones où même des fonctionnaires du gouvernement ont peur d'entrer à cause de la présence de narcotrafiquants armés.
- Dans le Petén, Guatemala, à cause de la présence des Zetas les fonctionnaires du gouvernement ont militarisé la zone et ils ont déclaré un état de siège de huit mois qui se termine début de 2012. Des annonces récentes indiquent qu'une nouvelle fièvre du pétrole a lieu dans la même région.

La paramilitarisation peut aussi affecter les capitalistes locaux, régionaux et même nationaux liés à l'économie nationale, en les obligeant à fermer leurs magasins et affaires. À son tour, cela ouvre l'espace pour que les sociétés transnationales et les investisseurs obtiennent l'accès aux secteurs de l'économie antérieurement dominés par des capitalistes locaux.

« Les entreprises principalement touchées par la violence sont les plus petites et celles situées dans les états du nord du Mexique », écrit Guadalupe Correa Cabrera, professeur de l'Université de Texas à Brownsville. « L'insécurité port préjudice dans une plus grande mesure à des petits et moyens producteurs, des entrepreneurs et des commerçants car la criminalité organisée touchent plus facilement ceux-ci que les directeurs de grandes entreprises qui gèrent, dans de nombreux cas, depuis l'extérieur du pays » [\[44\]](#)

Selon la Coparmex, une association mexicaine d'entreprises, 160 000 entreprises ont fermé à cause de l'insécurité en 2011. [\[45\]](#) *« Il y a une reconversion de l'économie qui a lieu au niveau national qui favorise [les grandes entreprises], et fait que [les Mexicains] sont transformés en employés au lieu d'être des entrepreneurs », a dit Correa Cabrera pendant une présentation en Basse-Californie Sud en février.*

Les précédents événements en Colombie et les actuels dans d'autres lieux suggèrent de possibles champs pour approfondir la recherche afin de mieux cerner dans quelle mesure le Mexique et l'Amérique Centrale sont soumis à

un modèle dans lequel, comme David Maher et Andrew Thomson le signalent, la terreur paramilitaire « ... continue d'avoir un rôle décisif dans la création et la maintenance des conditions propices pour l'expansion du programme néolibéral, tel que les faibles coûts du travail et l'accès à la terre ... » [46]

Le développement d'étude et de recherche sur de nouvelles politiques économiques encouragées par les politiques anti-drogues des États-Unis pourrait aider à révéler l'étendue de la transformation économique qui s'est initiée au Mexique et en Amérique Centrale. Les élections au Mexique ne promettent un allègement de l'horreur et de la violence de la guerre qui le plus probablement continuera pendant au moins encore six ans. « *Tous les candidats à la présidence proposeront de continuer ou d'intensifier la guerre contre les mafieux* », selon un article récemment publié dans *The Economist* [The Economist. « [Mexicós Drug War : Storm Clouds with Silver Linings](#) » The Economist. 19 mai 2012. Consulté le 15 juin 2012.

Sans une meilleure compréhension, les discussions sur la guerre au Mexique pourraient rester limitées à la rhétorique de l'interdiction de la drogue face à leur libéralisation. Ce type de débat est totalement erroné comme moyen pour dénoncer et mobiliser la résistance à la « Guerre contre la drogue », alors qu'on essaie de mettre en application un plus grand control social et territorial sur les terres et les personnes, dans l'intérêt de l'expansion capitaliste.

► **Original :** [Drug War Capitalism](#)
[Dawnpaley.ca](#). Canada, le 20 août 2012

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 29 novembre 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Posté par **Dawn Paley** est une journaliste indépendante et co-fondatrice de la coopérative de medias de Vancouver, Canada. Son twitter est @dawn_. Cet article a été écrit en anglais et publié dans sa version originale par [Against the Current](#).

[1] « [l'échec de la Lutte antinarco est intentionnel](#), assure Chomsky ». La Jornada du 13 mai 2012. Consulté le 14 mai 2012.

[2] Barry, Tom. *Zapatás Revenge*. South End Press, 1995. pp 43.

[3] Teichman, Judith. [Privatization and political change in Mexico. Pittsburgh : University of Pittsburgh, Biblioteca Digital de Investigación](#) . 12/22/2009. Consulté le 10 mars 2012

[4] Sánchez González, Manuel. « Economie Mexicaine : Un regard à long terme ». Banco de México. Le 8 mars 2012. Consulté le 20 mars 2012 à partir de : pag. 24.

[5] Petro Strategies Inc. « [World's Largest Oil and Gas Companies](#) ». Consulté le 10 mai 2012.

La « Guerre contre la drogue », alibi néolibéral en Colombie et au Mexique

- [6] Robert J. Unbunker (2011) : « *Grand strategic overview : epochal change and new realities for the United States.* » Small Wars et Insurgencies, 22:05, 736.
- [7] Chomsky, Noam. « [Plan Colombia](#) ». Extrait de Rogue States. Consulté le 17 mars 2012
- [8] *Just the Facts*. « *Grant Aid to la Colombie through International Narcotics Contrôle and Law Enforcement* ». Obtenu le 17 mars 2012 à partir du : BUREAU des questions Internationales des Narcotiques et questions d'Ordre Public. « [2012 INCSR : Country Reports - Colombie](#) », 7 mars 2012. Consulté le 9 mars 2012.
- [9] United States Government Accountability Office. « [PLAN COLOMBIA : Drug Reduction Goals Were Not Fully Met, but Security Has Improved ; US Agencies Need More Detailed Plans for Reducing Assistance](#) ». Octobre 2008. Consulté le 9 mars 2012. p. 17.
- [10] United States Government Accountability Office. « [PLAN COLOMBIA : Drug Reduction Goals Were Not Fully Met, but Security Has Improved ; US Agencies Need More Detailed Plans for Reducing Assistance](#) ». Octobre 2008. Consulté le 9 mars 2012. p. 90.
- [11] United States General Accounting Office. « [DRUG CONTROL : US Counternarcotics Efforts in Colombia Face Continuing Challenges](#) ». Février 1998. Consulté le 13 mars 2012. p. 6.
- [12] United States General Accounting Office. « [DRUG CONTROL : US Counternarcotics Efforts in Colombia Face Continuing Challenges](#) ». Février 1998. Consulté le 13 mars 2012 à partir de : p. 28
- [13] Le département National de Planification de la Colombie, le Département de Sécurité et de Justice de la Colombie. « [Plan Colombia Progress Report, 1999-2005](#) ». septembre 2006. Consulté le 7 avril 2012 (Pp 9).
- [14] Banco de la República. « [Flux d'investissement étranger direct \(IED\) en colombie - Balance des paiements](#) » 2011(en esp). Consulté le 20 mars 2012
- [15] Gordon, Julie. « [PDAC-Colombia to award mining concessions gradually](#) ». Reuters, 5 mars 2012. Consulté le 17 mars 2012
- [16] Banco de la República. « [Des flux d'investissement étranger direct en Colombie selon l'activité économique - Balance des paiements](#) » 2011. Consulté le 20 mars 2012 The Economist. « [Gushers et des armes](#) ». The Economist. 17 mars 2012. Consulté le 20 mars 2012
- [17] Ecopetrol. « [Perspective historique](#) » Obtenu le 14 mai 2012
- [18] Banco de la República. « [Flux d'investissement étranger directs en Colombie selon l'activité économique - Balance des paiements](#) » 2011. Consulté le 20 mars 2012.
- [19] United States Government Accountability Office. « [PLAN COLOMBIA : Drug Reduction Goals Were Not Fully Met, but Security Has Improved ; US Agencies Need More Detailed Plans for Reducing Assistance](#) » Octobre 2008. Consulté le 9 mars 2012. p. 101
- [20] DeShazo, Peter et. À. « [Back from the Brink evaluating Progress in Colombia, 1999-2007](#) » Novembre, 2007. Consulté le 11 mars 2012
- [21] Banco de la República. « [Flujo de Inversión Extranjera Directa \(IED\) en Colombia - Balanza de pagos 2011](#) » Consulté le 20 mars 2012
- [22] *Department of the Army*. « [Counterinsurgency](#) » FM 24.3, MCWP 3-33.5. Décembre 2006. Consulté le 11 mai 2012 (pág. 1-28).
- [23] Ford, Jess T. « [DRUG CONTROL : International programs face significant challenges reducing the supply of illegal drugs but support broad US foreign policy objectives](#) ». Testimony Before the Subcommittee on Domestic Policy, Committee on Oversight and Government Reform, House of Representatives. 21 juillet 2012. Consulté 11 mars 2012
- [24] Delgado-Ramos , Gian Carlo, Romano Marie Silvina « [Political-Economic Factors in U.S. Foreign Policy : The Colombia Plan, the Mérida](#)

[Initiative, and the Obama Administration](#) » 2011 38 : 93 Perspectives de l'Amérique Latine. pp 94.

[25] Ambassade des USA. au Mexique. « [Ambassador's Private Dinner With President-elect Calderon](#). » Le 29 septembre 2006. Consulté le 9 mars 2012

[26] Ambassade des USA. au Mexique. « [Ambassador's Private Dinner With President-elect Calderon](#) » le 29 septembre 2006. Consulté le 9 mars 2012 paragraphe - 4964-1.

[27] Seelke, Clara R. « [Mérida Initiative for Mexico and Central America : Funding and Policy Issue](#). » Congressional Research Service. Congressional Research Service. 19 avril 2010. Consulté le 9 mars 2012

[28] « [La crise de la drogue vers les États-Unis continue d'être une menace significative pour la sécurité nationale](#) » (en esp), dit le premier Congrès sur l'Initiative Mérida. 110th Congress (2007-2008). « Mérida Initiative to Combat Illicit Narcotics and Réduit Organized Crime Authorization Act of 2008 (Referred in senate - RFS). » H.R.6028. SEC. 101. FINDINGS. Consulté le 9 mars 2012

[29] Clinton, Hillary R. « [Remarks at the Central American Security Conference \(SICA\)](#). » Le 22 juin 2011. Consulté 9 mars 2012

[30] Voice of América. « [Merida's New Direction](#) » le 3 mars 2012. Consulté le 9 mars 2012 (Cela représente une bien meilleure capacité de la part des USA à obtenir des fonds mexicains en comparaison de l'engagement de la Colombie dans le Plan la Colombie, qui était plus près de 2 à 1). Voir : Département National de Planification de la Colombie, Département de Sécurité et de Justice de la Colombie, pp 9.

[31] Seelke, Clara R. « [Mérida Initiative for Mexico and Central America : Funding and Policy Issue](#) » Congressional Research Service. 19 avril 2010. Consulté le 9 mars 2012 p. 2.

[32] Mission de l'USAID au Mexique. « [Competitiveness program - 2nd quarter FY 2010](#) » (Janvier - mars 2010). Consulté le 11 mai 2012

Encore plus important, il y a un autre type de sécurité dont les sociétés transnationales ont besoin. Comme l'a souligné le directeur de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, « *ce qui est important pour un investisseur en ce qui concerne la sécurité est lié à la sécurité juridique et au risque dans le pays.* » [[Cité dans : Duff, Devon, Rygler, Jen. « [Drug Trafficking, Violence and Mexico's Economic Future](#) » Knowledge Wharton. 26 janvier 2011. Consulté le 7 avril 2012

[41] National Security Archive. « [The Chiquita Papers](#) » le 7 avril 2011. Consulté le 14 mai 2012

[42] U.S. Department of Justice. « [Chiquita Brands International Pleads Guilty to Making Payments to a Designated Terrorist Organization And Agrees to Pay \\$25 Million Fine](#) » le Mars 19, 2007. Consulté le 4 juin 2012.

[43] Paley, Dawn. « [Gulf of le Mexique Agreement : Increased Oil Cooperation in à time of War](#) ». Upside Down World. 25 février 2012. Consulté le 14 mai 2012

[44] Correa Cabrera, Guadalupe. « *Flujos de Inversión, Desarrollo Empresarial y Seguridad en México : Las Empresas Mexicanas y Extranjeras en la ONU Entorno Violento.* » 1er Congreso Internacional : Gestión y Administración Empresarial Para El Siglo 21. Février 2012. P. 18-19

[45] Desigaud, A. « [No más retórica : soluciones concretas a la inseguridad](#) » Señal Coparmex 120. Le 3 avril 2012. Consulté le 8 avril 2012

[46] Voir en doc adjoints : Maher, David Thomson, Andrew. « *The terror that underpins the 'peace' : the political economy of Colombia's paramilitary demobilisation process.* » Etudes Critiques sur le terrorisme, 4:1. (2011). pp 103.